

GUERRE

Editorial de Jacques Cheminade, le 9 novembre 2011

Lorsque Shimon Peres affirme que « la possibilité d'une attaque militaire contre l'Iran est plus proche qu'une option diplomatique », c'est le président d'Israël qui parle et non un quelconque faucon néo-conservateur ou extrémiste religieux. La situation est donc très grave. Des pilotes de combat israéliens ont participé en Sardaigne à un exercice d'entraînement pour des « opérations à longue distance » et l'Etat hébreu a renforcé les capacités de ses trois sous-marins équipés de missiles nucléaires. C'est dans ce contexte que paraît le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) détaillant des « activités iraniennes spécifiquement liées à l'arme nucléaire ».

Cependant, il serait erroné de fixer son attention sur Israël et l'AIEA. Il est beaucoup plus inquiétant de constater qu'un armement américain et britannique bien plus important qu'il ne serait nécessaire pour frapper l'Iran et la Syrie se trouve déployé dans l'océan Indien et en Méditerranée orientale. Pire encore, Britanniques, Américains et Israéliens se sont concertés au cours de ces derniers jours au sujet de leurs futures opérations militaires. S'ils les engageaient, une base navale russe en Syrie et les experts et travailleurs russes opérant sur la centrale nucléaire iranienne de Boushehr se trouveraient sous leurs bombes.

Justement, diront ceux qui ne font que réagir aux événements en eux-mêmes, « ils » ne peuvent être aussi déraisonnables. La réponse doit venir d'une réflexion de plus longue portée.

D'abord, il est clair que le rapport de l'AIEA, qui repose sur des observations satellitaires fournies par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France, est aujourd'hui utilisé comme en son temps le rapport établi par les services de Tony Blair pour convaincre que l'Irak disposait d'armes de destruction massive et hébergeait Al-Qaeda.

Soyons logiques : est-il normal que trois pays pourvus d'armes nucléaires, les Etats-Unis, Israël et la Grande-Bretagne, veuillent seulement dicter sa conduite à un pays qui n'en a pas et assure ne pas vouloir en produire ? Il y a donc quelque chose de bien plus important pour l'avenir de l'humanité qui se trouve en jeu.

C'est la volonté de Londres et de la City de déclencher, avec

la complicité active de Wall Street et d'Obama, un affrontement avec la région du Pacifique et de toute l'Asie. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'univers de la City et de Wall Street est à bout d'armes financières et que dans ce cas, les oligarchies aux abois en viennent toujours à l'option militaire.

Malgré son contrôle de plateformes de cotation opaques et ultra rapides, d'agences de notation et de médias qui chauffent les opinions, le système ne peut plus cracher un flot ininterrompu de liquidités. Les banques ne peuvent plus tricher indéfiniment sur l'état de leurs comptes. C'est la phase où l'oligarchie devient criminelle et entend dépeupler le monde pour pouvoir continuer à le contrôler. Nous sommes comme dans la crise de 1929, lorsque l'austérité de MM. Laval et Brüning mena à la Deuxième Guerre mondiale, sous l'influence britannique et du grand-père de George W. Bush, qui finança l'ascension d'Adolf Hitler.

La guerre n'est cependant pas une fatalité, à condition que nous fassions mieux que nos prédécesseurs. Regardons donc les choses en face, et non sur les écrans des médias ou les pages de la presse. Et tirons le tapis sous les pieds de nos ennemis : nos amis américains ont engagé une campagne pour faire destituer Obama, car sans son départ, le choix sera entre lui et des républicains tout aussi destructeurs. Battons-nous partout contre le monde de Wall Street et de la City, le monde d'une culture de la mort et du chaos !